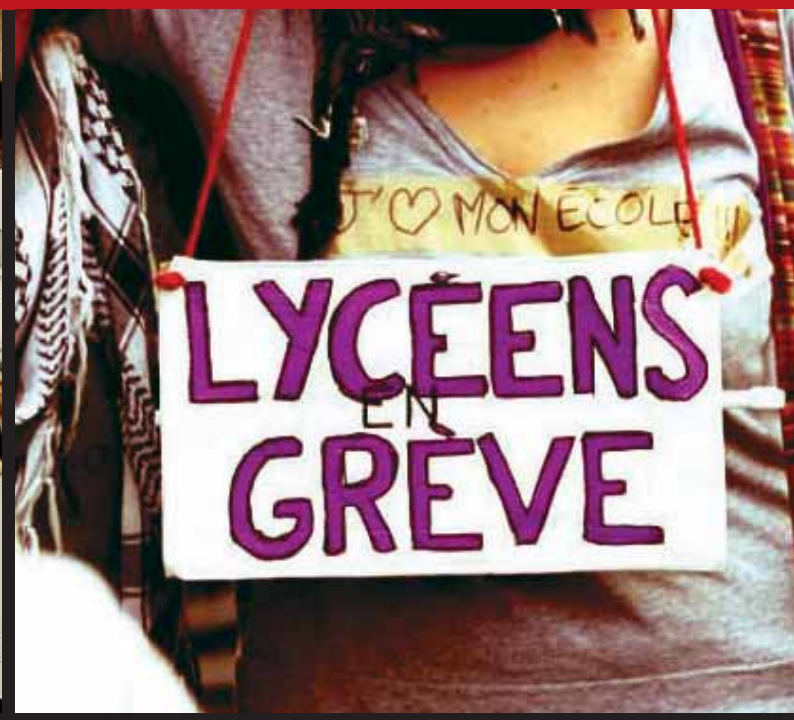


ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



Tout changer Rien lâcher !



Désintox

Bas le voile !

Parfois, les mots cachent les choses au lieu de les révéler. A l'inverse, le mot *voile*, et ses avatars linguistiques, *burka*, *hijab*, *tchador*, désignant des étoffes faites pour cacher, révèlent.

D'abord le pouvoir des médias et du politique qui imposent leur vocabulaire. Intéressant de constater que les années 80 ont enrichi notre langue de tous ces mots "exotiques" qui font fonction d'épouvantails sans que l'objet en soit précisément expliqué ! Par ordre de taille, le *hijab* ou *hidjab*, répandu depuis 1984, de l'arabe *hajaba* "cacher, voiler" est l'étoffe qui voile cheveux, oreilles et cou des femmes. Le *tchador*, d'un mot persan "voile noir couvrant tête et corps portées par les musulmanes chiïtes", apparu en français colonial sous la forme *chadir* en 1819, resurgit en 1978... autrement nommé *foulard islamique* par requalification de notre foulard, en vieux provençal "drap léger d'été". *Burqa* ou *burka*, en 1993, ce voile épais, moustiquaire à hauteur des yeux, qui cache enfin intégralement *ce corps que nous ne saurions voir*.

Les années 80 marquent aussi le retour en Iran, ex Perse, d'un certain Khomeïny, protégé par la France durant les sombres années de dictature du Shah

et le début de la révolution iranienne. C'est en France, la montée du Front national et du climat d'islamophobie qui aujourd'hui encore gangrène notre société. Débat putride sur l'identité nationale, vacarme médiatique autour des quelques centaines de femmes portant la *burka*.

Mais en même temps qu'on alimente l'idée du "péril islamiste" et le racisme, un discours politique démagogique bon teint, se *voile* dans les termes de tolérance et de respect. Il recouvre le *tchador* du *voile* complaisant d'une laïcité désarmée. Il repousse les populations immigrées dans un communautarisme religieux et ethnique, quand les vrais problèmes sont ghettoïsation, inégalité économique, violence sociale.

Puisqu'on pourrait porter le *voile* par choix, même en se revendiquant féministe, les athées n'ont qu'à bien se tenir ! Place grandissante est faite, au nom même de la laïcité, aux confessions juive, chrétienne et musulmane. La société multiconfessionnelle a le vent en poupe et les guerres de religions pointent leur nez sous le *niqab*.

Et tant pis pour les femmes !

Car, ce que révèle le *voile* chrétien, le *fou-*

lard islamique ou la perruque juive, c'est l'oppression des femmes par les fictions inventées par des hommes. Signe de discrimination sexuelle sur lequel s'accrochent les monothéismes juif, chrétien et musulman, le *voile* est d'abord affaire de femmes. Si Dieu a fait l'homme à son image, la femme n'est qu'un relief de ce dernier. Elle serait le sexe coupable, le corps impur qu'il faut dissimuler. La Bible regorge, bien plus que le Coran, d'injonctions lui imposant de se cacher. Dès qu'on parle de *voile* en français, au XII^e, on désigne celui des religieuses. Quant au Coran, les quelques sourates qui le mentionnent ne feraient pas du *voile* une obligation, *voile* qui préexistait à l'avènement de l'Islam.

Le *voile* est bien un instrument des sociétés patriarcales traditionnelles assurant, par l'argument puissant de la pensée magique, leur domination sur le corps des femmes.

Visible pour rendre invisible une moitié de l'humanité, avec tous les effets que cette inégalité produit, le *voile* cache. C'est sa fonction. Il cache le droit des femmes, qui devrait faire partie des droits de l'homme et qui les garantissent.

ZN

ABONNEMENTS

Anticapitalistes !

Le Mensuel du NPA 33

Mensuel : 11 euros (11 N° auprès des comités)
15 euros (11 N° + frais d'envoi postal)

Par chèque : à l'ordre de Monica Casanova

Destinataire de l'abonnement :

NOM : _____

Prénom : _____

APT, ESC, BAT : _____

N° : _____ RUE : _____

LIEU DIT (si nécessaire) : _____

CODE POSTAL : _____

VILLE : _____

TOUT EST A NOUS L'HEBDOMADAIRE DU NPA

Tarifs des abonnements (France et DOM-TOM) par chèque à libeller à l'ordre de N.S.P.A.C (entourez la formule que vous avez retenue)

	6 MOIS	1 AN
L'hebdo	26 €	56 €
L'hebdo + La revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif de l'hebdo jeunes, chômeurs précaires	20 €	40 €
Tarif de l'hebdo jeunes, chômeurs, précaires + La revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à La revue mensuelle	22 €	44 €

Destinataire de l'abonnement :

NOM : _____

Prénom : _____

APT, ESC, BAT : _____

N° : _____ RUE : _____

LIEU DIT (si nécessaire) : _____

CODE POSTAL : _____

VILLE : _____

Anticapitalistes !

Directeur de publication : **Jean-Louis Danflous**
CPPAP : 1014 P 11511 ISSN : en cours
NPA 33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 Bordeaux
Imprimerie : Copy-Média
23 rue Francisco Ferrer - 33700 MERIGNAC

Sommaire n° spécial

élections régionales

Il faut que ça change	p. 4
Des élus anticapitalistes...	p. 5
Un plan de relance, pour l'emploi et les salaires !	p. 6&7
Défendre, améliorer, accroître les services publics	p. 8
Education et formation	p. 9
Transports	p. 10 & 11
Nucléaire et énergie	p. 12
Régie de distribution	p. 12
Santé, Logement	p. 12
Contre le racisme et les discriminations	p. 13
Féminisme	p. 14
Notre liste, notre campagne	p.15&16

"Tout changer, rien lâcher !", c'est parti !

Le NPA Aquitaine a présenté à la presse, samedi 6 février, sa liste "*Tout changer, rien lâcher !*", conduite par Philippe Poutou, ouvrier à First (ex-Ford).

Ces élections se déroulent au moment même où la crise financière et économique connaît de nouveaux soubresauts. Alors que l'on nous annonçait la " reprise " depuis des semaines, la Grèce, l'Espagne, le Portugal se retrouvent maintenant au bord de la faillite.

C'est la conséquence de la dette publique accumulée par la distribution de milliards d'argent public aux banques et aux grands industriels, tandis que les impôts des entreprises et des plus riches ne cessaient de baisser.

Cette politique de "relance" a surtout relancé les profits des banques, qui se sont enrichies en spéculant sur la dette publique, en prêtant aux Etats, moyennant intérêt, l'argent que ces derniers leur ont offert gracieusement...

Pour faire face à la situation, des plans d'austérité brutaux ont été annoncés, dont le but est clair : faire payer à la population, par de nouveaux reculs sociaux (recul du départ à la retraite, réduction de l'emploi et des services publics, baisse des salaires des fonctionnaires...), la facture d'une crise dont elle est la première victime. C'est ce que Sarkozy nous annonce pour l'après élections régionales : saignées dans la fonction publique, taxe carbone, et, au centre, les nouvelles attaques sur les retraites...

Mais tout ne se passe pas comme prévu...

En Grèce, des milliers de fonctionnaires défilent dans les rues aux cris de "*nous ne paierons pas pour leur crise*". Ici, comme à Total ou Philips, les employés des salines Cérébos à Mouguerre ou de S3G à Pessac se battent pour garder leur boulot. A Ikea, ou à la Scaso à Cestas, comme à Creuzet, à Marmande, des salariés sont en grève pour leurs salaires. Les lycéens et les enseignants revendiquent dans la rue des moyens pour travailler dans de bonnes conditions...

Les élections, quelles qu'elles soient, ne peuvent pas changer concrètement la situation et l'on ne pourra vraiment imposer une autre politique que par une mobilisation large des salariés et de la population, un " tous ensemble " capable de s'affronter au gouvernement et au patronat. Pour cela, la contestation sociale et politique qui monte en ce moment, de façon dispersée, doit trouver les moyens de s'organiser, de converger. Notre campagne pour les régionales peut y contribuer, en popularisant notre programme, un plan d'urgence qui porte les exigences de la population, son droit le plus légitime à disposer des moyens de vivre décemment, son refus de faire les frais de la crise.

Alors le 14 mars, votez pour la liste "Tout changer, rien lâcher !", pour :

- Sanctionner les responsables de la situation actuelle, ceux qui, de droite comme de gauche, expliquent que le capitalisme est notre seul avenir et qu'il n'y a pas d'autre solution que de se soumettre à leur politique d'austérité.

- Affirmer que nous ne nous résignons pas à subir ce système injuste, inégalitaire, discriminatoire. Et que, tout au contraire, nous pensons qu'une autre logique est possible et nécessaire, une économie au service des véritables besoins de la population.

- Envoyer au Conseil régional des élus qui s'y feront les porte-parole de la population et des salariés, y relayeront les luttes sociales, et s'engagent, en toute indépendance, à porter les exigences du monde du travail pour aider à son unité et contribuer à changer le rapport de forces.

Pour d'autres infos et pour nous contacter :
www.npa33.org
anticapitalistes@npa.org

Elections régionales

Il faut que ça change !

Télévisions, journaux et radios parlent tous les jours des Régionales. Mais pas de n'importe lesquelles. Celles de ces vaillants politiciens qui sautent à pieds joints dans le cambouis et qu'on surprend la main dans la caisse. Les petites phrases de celui-ci, les petites colères de celui-là. Qui en position éligible ici ? Quel allié de gestion là ?

Et pendant ce temps, patronat et financiers se goinfrent, se bâfrent, s'enrichissent sur la Grèce, investissent à Dubaï. Ça regorge de milliards alors que ça crie famine il y a de cela quelques mois. Une seule loi : leur profit. L'anarchie qui en découle a conduit à une crise globale, économique, sociale et écologique.

Incapables d'en tirer les leçons, le gouvernement continue de les soutenir et "satisfait" cyniquement "l'intérêt général" en cassant des services publics, la santé, les retraites, le droit du travail... Loin de nous "sortir de la crise", cette politique nous enfonce tous dans la misère et la précarité.

Il est urgent d'y mettre un terme !

Il est urgent de tout changer, rien lâcher !

On voudrait nous faire croire que la crise est inéluctable, soumise à des lois économiques "naturelles et incontournables". Pour en sortir, il faudrait continuer à vider les poches des plus pauvres pour remplir celle des plus riches... C'est une imposture !

La solution réelle est connue de tous : faire passer les intérêts collectifs avant les intérêts d'une minorité de privilégiés.

Facile à dire, il nous reste à le faire.

Pour cela, nous ne pouvons compter ni sur le PS, ni sur les Verts. A la tête de 20 régions sur 22 depuis 6 ans, avec dans beaucoup de cas le PCF en soutien, ils sont loin d'en avoir fait le rempart promis contre la politique de l'Elysée. Au contraire, ils se sont soumis à la même logique. Des sub-

L'ÉCONOMIE FINANCIÈRE C'EST TIRÉS BASIQUE :

LES PROFITS SONT VIRES AU LUXEMBOURG

... ET LES SALARIÉS SONT VIRES AU PLUS VITE !



ventions largement distribuées aux entreprises privées qui licencient des dizaines de milliers de travailleurs en toute impunité, des lycées privés subventionnés bien au-delà des obligations légales, des transports de proximité toujours pas gratuits et souvent cédés aux compagnies privées...

A la gauche de la gauche, l'unité n'a pas pu se faire. Et pourtant.

Pendant des mois, le NPA a discuté avec le PCF, le Parti de Gauche, la Gauche Unitaire et la Fédération (FASE). Des accords ont été constatés, nombreux. Pourtant nous n'avons pas pu trouver le chemin d'une campagne commune. A cela, une seule raison : nous n'avons pas le même projet politique.

Le NPA propose la construction d'un rassemblement politique, lors des élections mais aussi dans la défense des mouvements sociaux. Notre parti milite pour l'émergence d'une alternative politique crédible, des anticapitalistes et antilibéraux luttant contre la droite mais aussi clairement contre la politique d'accompagnement du PS et d'Europe Ecologie.

Le Front de Gauche n'est jamais rentré dans cette proposition. La raison en est claire : le PCF a comme perspective revendiquée de passer des accords avec Rousset pour co-gérer la Région. Il faut donc ménager les futurs alliés, limiter les désaccords, rogner les ailes du programme... Et le reste du Front de Gauche a suivi cette ligne.

Dès à présent, alors que la campagne ne fait que commencer, les contradictions se font déjà jour (cf. encart).

Pour nous, les revendications politiques doivent être claires. L'objectif aussi : mettre un coup d'arrêt à la régression sociale. Pour cela le NPA présente sa propre liste en Aquitaine. Pour la défense d'un programme d'urgence sociale, écologique et démocratique, un programme au service de l'unité de ceux qui subissent la crise. Pour montrer qu'une autre politique est possible et que l'on peut rassembler les forces pour un véritable changement.

Voter pour le NPA et la liste conduite par Philippe POUTOU, c'est affirmer qu'on en a assez de la politique de Sarkozy, mais aussi de celle de Rousset et de ses alliés à la tête de la Région. C'est pouvoir envoyer au Conseil régional des élus qui soient véritablement des appuis pour, ensemble, réellement : **Tout changer, rien lâcher !**

Patrick Gélos

Eclairer les politiques

Sur la construction de la Ligne à Grande Vitesse (LGV), le NPA dénonce cette aberration écologique, ce gaspillage économique et ce gâchis social (cf. pages suivantes) ; le Front de Gauche parle d'un "projet qu'il faut repenser" (Gérard Boulanger - France 3 Aquitaine - 13 février) ; quant au PCF, il affirme n'avoir "aucune opposition à ce projet" (Olivier Dartigolles - Sud-Ouest - 10 février)... ces dépenses pharaoniques tiennent tellement à cœur au Président Rousset !

Elections régionales

Des élus pour porter les exigences du monde du travail, des quartiers populaires

Les conseils régionaux sont des lieux fort éloignés de la population, c'est le moins qu'on puisse dire. Il s'y mène une politique à l'abri du regard et du contrôle des salariés, des privés d'emploi, des jeunes... une politique particulièrement attentive aux intérêts des groupes financiers.

Les régions sont de plus très dépendantes de l'Etat. La politique de décentralisation a reporté sur elles nombre de compétences sans les financements nécessaires. Elle les met en concurrence pour "attirer" les entreprises à coups de subventions toujours plus élevées alors que depuis les années 90, les différents gouvernements ont diminué la taxe professionnelle payée par les entreprises, jusqu'à Sarkozy qui vient de la supprimer. Cette politique se traduit par le pillage des fonds publics et la remise en cause des acquis sociaux.

Aussi, savons-nous que dans une telle institution, mener une politique qui réponde aux besoins sociaux ne pourra se faire qu'avec l'intervention de la population, en s'appuyant sur ses mobilisations. C'est à cela que nous prétendons en nous présentant dans ces élections : être les représentants au sein du Conseil Régional du monde du travail et de tous les "sans", sans emploi, sans papiers, sans toit, sans droits... ; y porter leurs luttes pour y imposer des mesures en leur faveur.

Les conseils régionaux n'ont peut-être pas le pouvoir de contrecarrer celui des multinationales et du gouvernement,

mais ils peuvent être le lieu de contre-pouvoirs, un cadre de lutte politique, un point d'appui pour les mobilisations.

Alors oui, nos élus prendront toutes leurs responsabilités à la Région, comme nous le faisons chaque jour dans notre activité sociale et militante, comme le font nos élus dans les municipalités. Nous sommes prêts à "mettre les mains dans le cambouis" mais à notre façon : en ne faisant pas ou en ne votant pas le lendemain le contraire de ce que nous avons dit la veille !

Nous ne sommes pas des adeptes du tout ou rien et c'est bien parce que nous voulons faire avancer les choses, dès maintenant, que nous voulons garder notre liberté de parole, de vote et d'action. Nous pensons qu'il est possible dès maintenant de résister, d'agir pour que l'intérêt général passe avant l'avidité des gros actionnaires. Mais nous savons aussi qu'on ne pourra pas changer réellement les choses progressivement de l'intérieur par une simple "bonne gestion".

Transformer la société, "tout changer", est un travail de longue haleine, qui nécessite que la population prenne elle-même ses intérêts en main. Cela suppose un progrès considérable, un développement de la démocratie, de la solidarité, de la conscience collective. C'est à cela aussi que nos élus veulent travailler !

Isabelle Ufferte

élue municipale NPA à Pessac

Nous revendiquons et nous militons pour :

- la mise en place d'une véritable démocratie directe dans les quartiers et sur les lieux de travail, permettant un contrôle et un pouvoir de décision de la population au niveau local et régional, y compris pour l'élaboration du budget.
- la proportionnelle intégrale à toutes les élections et le droit de vote de tous, avec ou sans papiers, quelle que soit la nationalité, "l'identité" !
- le non cumul des mandats et la révocabilité de tous les élus.
- la transparence totale des revenus des élus dont le total ne devrait pas dépasser les revenus d'un salarié qualifié.

Les conséquences de la participation à l'exécutif... ou pourquoi garder toute son indépendance !

Le point d'achoppement essentiel avec le Front de Gauche, en particulier le PCF, a été l'engagement -pour nous pas discutable- à ne pas participer à un exécutif dirigé par le PS et Europe Ecologie.

Car accepter, pour les postes, de siéger dans l'exécutif, c'est abdiquer de son combat et se faire l'exécutant de la politique libérale du PS. Chacun se souvient de Gayssot privatisant Air France et démantelant la SNCF avec RFF... mais, plus modestement, c'est en permanence que, dans les diverses institutions, des élus du PCF sont amenés à se renier.

Ainsi, à Pessac, si élus NPA et PCF, nous nous retrouvons parfois au coude à coude dans les manifestations, le soir au conseil municipal, nous ne votons pas la même chose. Exemple parlant : c'est au nom de la solidarité de majorité municipale, que les élus PCF et Verts n'ont pas voté contre une subvention de la mairie de 1,250 million d'euros au lycée privé catholique, alors qu'ils l'avaient dénoncée : ils se sont abstenus sur cette délibération et ont voté pour le budget qui contenait ce financement !

Autre exemple, à Pau, Olivier Dartigolles, porte-parole national du PCF et conseiller municipal à Pau a voté (avec la majorité PS) l'attribution gratuite d'un terrain municipal d'une valeur de 353 000 € à l'EISTI (une école privée d'ingénieurs à 7000 euros de frais d'inscription)... Sans commentaire.

I.U.

Emplois, salaires...

Un plan de relance, pour l'emploi et les salaires !

"Parole tenue" écrit A. Rousset, présentant son bilan dans sa plaquette de campagne... Dans ce qu'il considère comme un bilan positif se trouve sa politique de "soutien à l'emploi"... par le biais du soutien économique aux entreprises privées.

Une politique qu'il pratique avec constance depuis de nombreuses années. Mais la crise vient de lui donner l'occasion de franchir un nouveau pas, avec la mise en place, au début de l'été 2009, d'un "plan de relance régional" dont il se dit très fier.

Une rallonge de 34 millions d'euros a ainsi été affectée au "soutien économique"... Et cela alors que dans le budget de 2009, la ligne consacrée à l'aide aux entreprises avait déjà doublé de volume, passant de 500 millions d'euros à plus d'un milliard, histoire de donner un "signal fort aux entreprises"...

"Soutien à la trésorerie et au capital", "forte augmentation" des commandes de la Région pour "amortir les effets de la crise financière et économique"... tout l'arsenal de la "relance" à la Sarkozy est là.

Pédagogie...

Page 4 du n°34 de la revue du Conseil régional on nous explique "Le principe d'un plan de relance" : "En économie, une action de 'relance' consiste en une intensification des investissements publics, dont le but est de susciter une augmentation de l'activité économique et de réduire le chômage. Par un effet démultipliateur, la hausse des investissements publics soutient l'activité des entreprises, lesquelles peuvent maintenir leur volume global de production. De ce fait, elles préservent l'emploi de leurs salariés et peuvent, à terme, envisager de nouvelles embauches. Tous les dispositifs que la Région Aquitaine met en place pour lutter contre la crise participent de cette logique"...

Magique !

Ce que le pédagogue ne nous dit pas, c'est que non seulement cette politique, qui n'est pas neuve, est totalement inefficace du point de vue du maintien des emplois, mais qu'elle contribue en même temps à détourner des masses considérables d'argent public vers les profits des entreprises, au détriment des services rendus à la population et d'une vraie politique de création massive d'emplois publics.

Mais la reprise n'est pas au rendez-vous, si l'on en croit les patrons aquitains eux-mêmes !

Côté patrons, "note de conjoncture"... à la baisse !

Les Chambres de Commerce et d'Industrie d'Aquitaine ont publié, fin janvier 2010, une "note de conjoncture" qui fait une synthèse des "situations et perspectives" économiques de l'Aquitaine. C'est le résultat d'une enquête à laquelle plus d'un millier d'entreprises de la région ont répondu.

On y lit dès l'introduction : "les chefs d'entreprise mentionnent d'importantes difficultés en matière d'activité : les carnets de commande ne cessent de se contracter"... Puis, concernant le secteur industriel : "Avec des soldes d'opinions négatifs, l'activité du secteur industriel est orientée à la baisse en ce second semestre 2009. L'activité ne devrait pas s'améliorer dans les mois à venir". Pas bien optimistes, les patrons !

Quant à l'emploi, et malgré l'autosatisfaction de Rousset qui se félicite d'un "taux de chômage systématiquement en dessous de la moyenne nationale", c'est la bérézina, comme le montre le tableau suivant, (tiré de la "note" de la CCI), qui présente l'évolution du chômage en Aquitaine sur une année, constatée en fin de troisième trimestre 2009.

	Aquitaine	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques
Taux de Chômage 3T 2009	8,8 %	9,0 %	9,4 %	8,6 %	9,3 %	8,1 %
Evolution sur un an	+ 18,9 %	+ 25,3 %	+ 16,8 %	+ 21,1 %	+ 16,2 %	+ 22,7 %
DEFM Cat A	125 502	15 278	60 614	13 663	12 534	23 422
Evolution sur un an	+ 19,7 %	+21,4 %	+ 19,3 %	+ 20,9 %	+ 16,4 %	+ 20,6 %
DEFM Cat A, B et C	193 203	22 632	92 540	21 978	19 544	36 508
Evolution sur un an	+ 17,3 %	+ 17,6 %	+ 17,8 %	+ 19,4 %	+ 14,6 %	+ 15,9 %

3T : troisième trimestre

DEFM : demandeur d'emploi en fin de mois (novembre 2009)

Catégories : tous sont "demandeurs d'emplois tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi"

Mais :

Catégorie A : sans emploi

Catégorie B : ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins sur le mois)

Catégorie C : ayant exercé une activité réduite longue (+ de 78 heures sur le mois)

La politique "économique" de Rousset, déclinaison régionale de la politique menée par les gouvernements de gauche comme de droite depuis des années a démontré depuis longtemps qu'elle est bien incapable d'assurer le maintien à terme des emplois. Par contre, elle détourne toujours plus d'argent public vers les profits, creusant d'autant plus les déficits publics que les entreprises bénéficient, en plus des subventions et des aides, de multiples exonérations de cotisations et de taxes.

Emplois, salaires...

Un coût collectif décuplé par la concurrence entre " territoires "

Pour attirer les entreprises sur leur territoire, les collectivités locales sont en concurrence et se livrent à une surenchère qui augmente d'autant la facture pour les contribuables. L'implantation récente, à Blanquefort, en Gironde, d'une usine de fabrication de panneaux solaires en est un des innombrables exemples. Extrait du journal *les Echos* : "Forcing : Pour implanter leur usine à Blanquefort, les dirigeants de la société américaine First Solar ont négocié jusqu'au bout. Allant même jusqu'à demander une exonération totale des droits de mutation et de taxes foncières pourtant impossible légalement..."

Les victimes de la crise, salariés mal payés, chômeurs, précaires, qui paient, par leur impôt et par la dégradation de leurs conditions de travail et de vie les profits éhontés qu'annoncent en ce début d'année les grandes multinationales, devraient se contenter de prendre leur mal en patience en attendant la "reprise"...

Il n'en est pas question, et dans de nombreuses entreprises, les salariés, ne comptant que sur leurs propres luttes, passent à l'offensive, contre les fermetures et les licenciements, contre la dégradation des conditions de travail, pour les salaires...

La campagne pour les régionales est l'occasion pour nous de défendre ce qui serait un véritable plan de relance de l'emploi et des salaires. Un plan qui mettrait fin à la dilapidation sans fin de l'argent public et l'utiliserait, en priorité, à satisfaire les besoins les plus élémentaires de la population. Un plan autour duquel pourrait se constituer l'indispensable unité de la population pour changer le rapport des forces.

Daniel Minvielle

Creuzet-Marmande (47) : Grève pour les salaires

Depuis le 21 décembre 2009, l'entreprise sous-traitante Creuzet-Aviation (près de 600 salariés) est en grève pour les salaires. En effet, chez Creuzet, qui travaille pour Airbus et Boeing notamment, les salaires n'ont quasiment pas augmenté au cours des deux dernières années. 80% des ouvriers se sont lancés dans le mouvement. Il a même compté dans ses rangs quelques chefs et du personnel de bureau.

Voici la stratégie des grévistes : pour tenir longtemps, ils ont décidé de débrayer 30mn le matin puis 30mn l'après-midi, parfois un peu plus, mais le jeudi 4 février, ce fut toute la journée ; ils ont alors barré la route qui longe l'usine, et se sont constitués en piquet de grève. Personne n'a pu entrer, aucun salarié n'a travaillé de la journée.

Par la suite, leurs revendications ont varié selon la façon dont ils ressentaient l'évolution du rapport des forces. Après un sondage des salariés grévistes par les syndicats, les principales revendications étaient notamment 3,9% d'augmentation pour l'année en cours, le paiement des heures de grève, une prime de rattrapage de 500 euros.

La hiérarchie s'est d'abord retranchée dans son blockhaus en espérant que les grévistes finiraient par baisser les bras. Mais la combativité a contraint la direction à rencontrer leurs représentants à plusieurs reprises et à négocier. Elle a d'abord versé une prime de rattrapage de 200 euros (alors que les grévistes en demandaient 500). Puis, elle acceptait de lâcher 45 euros mensuels brut pour tous, et +0,8% en AI... tout en demandant aux syndicats de s'engager sur des augmentations misérables pour les deux années à venir. Mais ces concessions à deux conditions : accepter l'introduction d'une nouvelle organisation de la production, le "*lean manufacturing*" pour obtenir une augmentation de la production de 20%.

Les grévistes, après avoir limité leurs exigences, ont décidé de revenir à leurs premières revendications, les délégués syndicaux devant refuser tout autre accord. Mais, en même temps ils arrêtent leur grève. Une reprise n'est peut-être pas exclue.

Henri Prats du comité NPA de Marmande.

Des revenus pour vivre décemment :

Personne, travailleur avec ou sans emploi, étudiant, ne doit vivre avec un revenu inférieur à 1500 euros nets par mois. Nous exigeons une augmentation immédiate de 300 euros pour tous les salariés, du public comme du privé. Cela doit s'appliquer immédiatement aux agents territoriaux de la région. De la même façon, la région doit embaucher, au statut de la fonction publique territoriale, tous les précaires qu'elle emploie. Elle doit bien entendu assurer la plus stricte égalité entre les hommes et les femmes.

Agir véritablement pour l'emploi, c'est :

- Exiger, aux côtés de ceux qui luttent, l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous avec maintien du salaire.

- Arrêter de subventionner les entreprises privées et exiger la restitution des subventions empochées par les entreprises qui licencient. Des aides financières peuvent se justifier pour des petites et moyennes entreprises qui ne trouvent pas de crédit auprès des banques, à l'exclusion stricte des filiales de grands groupes. Mais cela ne doit se faire que sous forme de prêts conditionnés à l'ouverture des comptes, au contrôle de l'utilisation des prêts. Cela passe par la création d'un pôle financier public sous le contrôle de la population.

- Mener une politique pour assurer à chacun un travail doit s'accompagner d'une réflexion collective, véritablement démocratique, sur l'évolution indispensable du tissu industriel : reconversion des entreprises, notamment dans les secteurs de l'armement et du nucléaire, avec préservation des emplois et reconversion des salariés des secteurs concernés, aide à la recherche et au développement des énergies renouvelables, relocalisation des productions (agricoles et industrielles) et des services (publics, commerciaux, culturels) afin de réduire les déplacements...

Services publics

Défendre, améliorer, accroître

La droite au pouvoir organise la privatisation, la mise en concurrence, la destruction des services publics. Loin de s'y opposer, les majorités régionales d'union de la gauche, présentes dans 20 régions sur 22, se sont adaptées à cette politique.

En Aquitaine comme ailleurs, pour la grande majorité de ses actions, le gouvernement Rousset agit comme un "donneur d'ordre" faisant appel à des organismes et entreprises privés comme publics, dans

un cadre de mise de concurrence économique : aller au moins cher.

Il offre ainsi, sans aucune nécessité et au détriment de la qualité des services effectués, des marchés juteux à des entreprises privées, souvent membres de grands groupes capitalistes, dans les domaines de l'éducation, de la formation professionnelle, des services scolaires (cantines, informatique...) ou encore des transports.

Ces entreprises ont comme principe la recherche du profit maximum. Les services publics, comme leur nom l'indique, fondent leur existence sur l'intérêt de tous. Ces systèmes sont incompatibles.

Il faut mettre un terme à ces dérives libérales, selon le principe simple : l'argent public, qui est fondamentalement celui des impôts des salariés, doit aller exclusivement aux services publics.

PG

Collectif girondin Pour des états généraux

La défense et le renforcement des services publics, attaqués, démantelés par la politique des gouvernements successifs d'abandon au secteur marchand, avec la perspective de gigantesques profits privés sur le dos des salariés et des usagers, pourra trouver un cadre collectif de mobilisation autour de l'appel pour des états généraux pour les services publics, initié par des dizaines d'organisations, politiques (dont la nôtre, le NPA), syndicales et associatives, et qui se dérouleront à Paris à l'automne.

Dans cette perspective, un "comité départemental pour des états généraux du service public" s'est constitué en Gironde, comprenant (liste ouverte) des syndicats (CGT, FSU, Solidaires, syndicat de la Magistrature...), des partis politiques (NPA, PC, PG...) des associations (ATTAC, COSS33, AC!Gironde...) et des collectifs de défense des services publics. Donner un coup d'arrêt aux politiques de privatisation des services publics, à la suppression de dizaines de milliers d'emplois de fonctionnaires, à l'explosion de la précarité dans ces secteurs nécessite une mobilisation d'envergure, regroupant les salariés du public et du privé, l'ensemble de la population pour imposer notre contrôle sur les politiques publiques comme privées pour s'opposer aux licenciements, développer l'emploi, augmenter les salaires et imposer des investissements

d'intérêt général, utiles à la population.

C'est avant tout sur nous-mêmes que nous pourrions compter pour préparer une telle mobilisation. Les initiatives nationales ne seront un succès qui peut modifier le rapport de force que si partout, dans les communes, les quartiers, se constituent des comités regroupant toutes les forces. Sur la Rive droite, nous avons constitué un collectif militant (de partis politiques et syndicats), avec comme objectif l'intervention et les mobilisations communes sur tous les problèmes qui touchent les salariés du secteur, les populations des quartiers.

Après une première réunion publique en décembre à Lormont, qui a regroupé une soixantaine de participants, notre collectif se prépare à la réussite des états généraux pour le Service Public, conscient cependant que face à toutes les attaques qui visent à faire payer la crise aux salariés et aux plus pauvres, s'impose la nécessité de faire converger toutes les luttes dont celle qu'il nous faut préparer pour la défense des retraites.

*Cristine Héraud
élue municipale NPA à Cenon*

L'intérêt collectif Priorité absolue aux services publics

La Région peut et doit mener une autre politique, y compris hors de ses compétences habituelles.

Pour cela, le Conseil régional doit utiliser la "clause de compétence générale" (que le gouvernement veut supprimer), tout en faisant pression sur l'Etat pour qu'il assume ses responsabilités, notamment en finançant ses propres missions de services publics, dont il se décharge sur les collectivités locales, afin de répondre aux besoins sociaux.

Dans le même sens, il faut refuser l'ouverture à la concurrence et dénoncer tous les contrats dits de "délégation de service public", à travers lesquels des activités d'intérêt collectif ont été livrées à des entreprises et groupes privés qui gèrent ces pactoles au détriment de la qualité du service et de l'entretien des infrastructures, tout en imposant des tarifs prohibitifs. Les activités concernées doivent être réintégrées dans le secteur public, y compris au moyen de mesures de régionalisation publique (la nationalisation dans le cadre des Régions).

Depuis 1982, les lois de décentralisation ont donné aux Régions des pouvoirs étendus, pour les lycées, les universités et la formation professionnelle initiale et continue. Si la décentralisation s'est accompagnée de la construction d'établissements nouveaux, et du financement des dépenses de fonctionnement et d'équipements, il ne faut pas oublier qu'elle s'est inscrite dans un programme d'éclatement et de démantèlement des services publics, et qu'elle s'est traduite par une mise en concurrence des régions, autour de pôles de formation.

De ce point de vue, le bilan aquitain dans le domaine de l'éducation et de la formation n'est pas le tableau idyllique présenté.

Une seule école L'école publique

La Région assure l'équipement et les frais de fonctionnement ainsi que la gestion des personnels TOS (techniciens et ouvriers de service) des lycées généraux, techniques et professionnels. Elle est chargée de la construction et de l'entretien des locaux dont elle est légalement propriétaire. Mais ces obligations s'appliquent également pour les établissements d'enseignement privé. En 2008, plus de 9 millions d'Euros, issus de nos impôts, ont ainsi été dépensés par la Région Aquitaine pour l'entretien de lycées privés, à plus de 90 % catholiques, dépassant ainsi les obligations légales.

C'est inacceptable !

Les régions, ensemble, ont le pouvoir de refuser ce racket et exiger que l'argent public ne soit attribué qu'à la seule école publique.

Et au delà, nous devons affirmer que les écoles confessionnelles ne sont pas acceptables. Chaque enfant a le droit de recevoir un enseignement éclairé donc laïque. Pour faire reculer les intégrismes et les obscurantis-

ÉDUCATION NATIONALE: ÉTAT DES LIEUX



mes, les sectarismes et le racismisme, la seule école possible est l'école publique, laïque et entièrement gratuite.

PG

Formation professionnelle Noyée dans les bassins d'emplois

Pour la formation professionnelle, la décentralisation a des effets beaucoup plus négatifs. A travers son Plan régional de développement des formations professionnelles, la Région Aquitaine montre clairement sa volonté d'adapter strictement ces formations aux bassins d'emplois, donc aux exigences patronales.

Outre le fait que l'offre de formation peut ne pas correspondre aux demandes des usagers, cette politique devient mortifère lorsqu'un secteur d'activité est en crise comme c'est aujourd'hui le cas dans le secteur viticole ou l'aéronautique.

De plus, la politique de formation sous la présidence d'Alain Rousset soutient très

clairement les centres privés contre les établissements publics (cf. encart).

Là aussi, l'argent public doit rester au service public et la Région doit arrêter tout financement des centres de formation patronaux et privés (CCI, boîtes privées, etc.). Les structures publiques existent - lycées professionnels et centres de formation des apprentis (CFA) pour la formation initiale et les GRETA, AFPA, etc. pour la formation continue - et doivent être développées.

La formation continue des salariés doit être financée par leur employeur mais la qualité et la diversité de ces formations ne peut être assurée que dans des établissements publics.

Gironde Rousset et les pharmaciens

En décembre 2008, s'est ouvert à Lormont un centre privé de formation pour apprentis de la pharmacie à travers le montage par la ville socialiste d'une " Société d'Economie Mixte " avec entre autre le syndicat des Pharmaciens.

La Région a financé 66 % de l'opération, soit 2 millions d'Euros !

Ce n'est pas tout !

Chaque année, elle assure 54 % du fonctionnement du Centre, soit 1 million d'Euros, sans compter les financements en plus dans le cadre de Contrats d'Objectifs.

Services publics

Les transports

En finir avec le tout automobile

Il faut affirmer avant tout que les transports les plus écologiques sont les transports que l'on évite de faire. Les volontés politiques au siècle dernier de favoriser le développement du tout automobile, et à travers elles, les grands groupes automobiles et pétroliers, ont tronçonné nos vies. Dormir, travailler, manger, apprendre, acheter, se distraire, se cultiver, faire du sport, tout cela se fait dans des lieux différents, éclatés, qui requièrent de prendre sa bagnole... pour des heures d'embouteillages.

Toute réflexion sur les transports est donc indissociable d'une réorganisation sociale répondant aux questions suivantes : que doit-on produire ? pour satisfaire quels besoins ? comment et où ? Cela passe par la relocalisation des productions et des services (agriculture, industries, services publics, commerces, culture...) et la garantie que pas un projet ne se fasse sans que la population concernée n'exerce réellement son contrôle sur les décisions.

PG

LGV

Aberration écologique, économique et sociale

La LGV n'est pas "le projet du siècle" comme le prétend avec une grande suffisance le ministre des transports, Dominique Bussereau. C'est une bande large comme un terrain de foot qui va s'étaler sur des centaines de kilomètres à travers les campagnes, les bois et les zones sauvages.

Comme toute production doit répondre à la satisfaction des besoins sociaux, qui a besoin de se déplacer à 350 kilomètres à l'heure en Europe occidentale (cf. encart) et pour quoi faire ?

La direction de la SNCF s'apprête à lancer 35 TGV de nouvelle génération pour un coût de 1,2 milliard d'euros "dans la perspective de l'ouverture à la concurrence" (libre et non faussée) du transport des passagers en Europe. Cela rappelle fort le triste cas du Concorde, bijou de haute technologie, inadapté aux besoins des usagers.

La SNCF a consacré au TGV la moitié de tous ses investissements au détriment des autres réseaux régionaux et locaux de voyageurs qui sont dans un état lamenta-

Une plate-forme dans les pins

La plate-forme industrielle du courrier (PIC) de Cestas remplace les centres de tri de Bègles, Périgueux et Agen. L'ensemble du courrier aquitain devrait y être traité.

Elle vient d'être construite sur la zone logistique de Pot au Pin, perdue dans la pignada, en bordure de l'autoroute A63, à une vingtaine de kilomètres au sud de Bordeaux. Seuls moyens pour atteindre cette zone : les camions pour les marchandises, l'automobile pour les travailleurs !

ble et champions des retards horaires. Heureusement, la résistance au "grand projet du 21^{ème} siècle" du Président de région, Alain Rousset, s'amplifie. A l'image du Pays Basque, elle gagne les autres départements d'Aquitaine qui n'acceptent plus la convention de financement proposée. Un médiateur a été nommé par le gouvernement. Il a jusqu'à la fin de l'année pour parvenir à un accord "sinon le projet serait dans l'impasse". Nous devons tout faire pour l'y enterrer.

Une alternative Le TGV pendulaire

Sentant le vent tourner, ALSTOM s'est empressé d'investir dans des TGV pendulaires. Beaucoup moins coûteux et roulant sur les lignes existantes, ce TGV est capable de rouler à 350 kilomètres à l'heure sur les nouvelles lignes à grande vitesse déjà existantes et à 220 kilomètres à l'heure sur les anciennes lignes. Ce système a été mis en place en Italie, au Canada, en Suède et il est en train de s'étendre au niveau mondial où il donne satisfaction aux usagers.



Une question Pour qui paye-t-on ?

La réhabilitation et la mise aux normes de la ligne actuelle Bordeaux - Toulouse coûterait 800 millions d'euros.

La création d'une nouvelle ligne LGV reviendrait à 20 milliards d'euros... avec des landes dévastées, des expropriations, des nuisances et des impôts pour 40 ans.

Et tout cela pour un gain, sur un trajet Toulouse - Paris de... 15 minutes !

Transports gratuits Ici et maintenant

Impératif écologique, la gratuité des transports a aussi un contenu social évident : défense de l'environnement et mise en application du droit à se déplacer se rejoignent.

Contrairement aux idées reçues, elle n'a rien d'irréalisable ni de très compliquée. Les recettes de billetterie (prix payé par les voyageurs) ne couvrent qu'entre 17 % et 30 % des coûts. Le reste provient pour l'essentiel de subventions publiques. Les montants pourraient être couverts en généralisant la contribution aux transports des entreprises et en taxant les

entreprises qui bénéficient du service public des transports (grandes surfaces, promoteurs immobiliers...) sans y contribuer aujourd'hui.

Directement en charge des transports régionaux (TER - Trains Express Régionaux - et lignes d'autocars), les Régions doivent jouer un rôle déterminant, en engageant un processus qui ne pourra ensuite que se généraliser.

C'est pourquoi nous devons imposer la gratuité des transports collectifs, régionaux et locaux.

Vétusté des TER

La vétusté de certaines voitures et leur inconfort est une des données des trains en Aquitaine.

Rien à voir avec des TER silencieux roulant sur d'autres lignes d'autres régions. De nombreux trains ont une capacité nettement insuffisante.

Réseau cohérent

Concevoir un tram ou un wagon sans plate-forme suffisante pour les cycles est une hérésie.

Autre évidence : organiser des navettes de transports en commun locaux synchronisées avec les arrivées des trains.

Le frêt

Trafic "poids lourds" de plus en plus lourd.

En France, le transport routier a plus que doublé ces 25 dernières années. Il génère plus d'un tiers des émissions de gaz carbonique sans oublier la pollution sonore et l'emprise des routes et autoroutes sur le territoire. Et le livre blanc européen prévoit, pour 2010, une augmentation de 50 % du trafic "poids lourds" stimulé par l'élargissement aux nouveaux pays européens. Depuis 2005, c'est l'équivalent d'un mil-

lion de camions par an qui sont passés du rail à la route.

Il faut arrêter ça.

D'autres réponses existent : le rail, les transports maritimes et fluviaux.

A plus de 100 kilomètres de distance à parcourir, les marchandises doivent utiliser ces transports bien moins polluants.

Nous devons arrêter la construction des autoroutes, notamment l'autoroute Bordeaux - Pau et le projet de grand

D'une pierre, deux coups

La gratuité des transports engendre un développement de l'emploi public, socialement utile.

Elle s'accompagne de la reconversion des agents chargés des contrôles dans des missions d'accueil, d'information et de sécurité, réellement au service des usagers.

Les TER

Un jeu à trois

La région a la charge du matériel roulant et finance aussi une part d'autres investissements.

L'Etat, au travers de RFF (Réseau Ferré Français), est responsable de l'entretien et de la construction des lignes.

La SNCF, elle, se charge du voyage des personnes et des marchandises.

Un jeu à trois où chacun se renvoie la balle au détriment des usagers et des salariés.

Réseau ferré aquitain

Un délabrement lamentable

Deux incidents graves coup sur coup sur la ligne Pau - Bayonne dont le taux de ponctualité n'est que de 30 %.

Premier incident, le 20 novembre, un train corail est immobilisé près de 4 heures suite à une rupture du rail : 400 passagers bloqués.

Deuxième incident, cinq jours après, un wagon de butane liquide s'est couché, à hauteur de l'hôpital. Une des vannes s'est sectionnée et le produit inflammable s'est répandu sur la voie ferrée. Les passagers sont évacués rapidement, on passe à côté d'une catastrophe majeure.

Cette ligne a un besoin urgent d'une nouvelle électrification et les affaissements de terrain ne constituent qu'une partie du problème. Il faut relier cela à la politique de réduction drastique des effectifs et beaucoup plus de temps est mis à réparer et entretenir les voies.

Services publics

Le nucléaire

Eviter la catastrophe

Non le nucléaire n'est pas écologique. Contrairement à une idée reçue, la filière nucléaire émet des quantités de gaz à effet de serre (extraction, transport, traitement, etc.).

La production d'électricité et chaleurs en cogénération (plusieurs sources d'énergie) permet d'émettre sept fois moins de gaz à effet de serre que le nucléaire.

L'uranium est une énergie fossile. Avec 2,4 % de l'énergie consommée dans le monde, les réserves d'uranium dureront

moins d'un siècle.

Le nucléaire est cher, peu créateur d'emplois... et dangereux.

En 1999, la centrale du Blayais en Gironde a subi une inondation et Bordeaux a failli être évacué. Un quart du parc nucléaire français a dû être arrêté en 2003 en raison de la canicule estivale. Les événements climatiques extrêmes (tempêtes, inondations...), de plus en plus fréquents, accroissent les risques.

Enfin, il n'existe aucune solution pour

gérer les déchets nucléaires dont le transport présente d'énormes risques.

La région Aquitaine doit sortir du nucléaire le plus rapidement possible et soutenir toutes les initiatives en faveur des économies d'énergie.

Elle doit s'opposer politiquement aux projets de Sarkozy qui défend le développement du nucléaire en France et le projet de construction des EPR, véritable gouffre financier aussi inutile que dangereux.

Politiques publiques

Régie de distribution L'union fait la force

Parce qu'elles ne disposent pas d'une autre solution, de très nombreuses communes petites et moyennes sont aujourd'hui, contre leur gré, dépendantes des grands groupes privés ou semi privés de gestion de l'eau et du gaz (Veolia, Saur, Lyonnaise des eaux/GDF /Suez Gaz de Bordeaux...) qui réalisent sur leur dos des profits considérables et sont seuls maîtres

de leurs tarifications.

Afin d'offrir aux communes une solution alternative, des régies publiques régionales de l'eau et du gaz, doivent être mises en place développant une politique tarifaire alternative, offrant la quasi gratuité pour les besoins de base des habitants.

Santé publique Halte à la marchandisation

La loi Hôpital Patients Santé Territoire (HPST) dont les décrets d'application sont en cours de publication, est la dernière étape en date d'une vaste entreprise de démolition de la santé publique. Elle comprend un arsenal de mesures qui vont se traduire par de nouvelles fermetures d'établissements, des restructurations internes, des regroupements dans des communautés de territoire. Les conséquences sur l'offre de soins sont dramatiques, écartant de plus en plus de personnes de l'accès aux soins, avec de véritables déserts médicaux. Le tout sur fond de cadeaux sans précédent fait au privé.

Pendant ce temps, les personnels de l'hôpital public et des

cliniques subissent des dégradations des conditions de travail, suppressions de postes, augmentations des cadences, mobilité imposée et pression à la baisse sur les salaires. Le récent rapport de l'INSEE vient de révéler que les salaires de la Fonction publique hospitalière ont baissé de 0,3 % par an de 2002 à 2007 !

Une santé très lucrative, exemples girondins

La clinique de la Rive droite, groupe Bordeaux-Nord Aquitaine (GBNA) a reçu 5,7 millions d'euros publics "grâce" au plan Hôpital 2007 lors de sa restructuration et de son agrandissement.

A Arcachon, Bachelot vient de débloquer 45 millions (plan Hôpital 2012) pour le regroupement de la clinique

privée (GBNA encore) et de l'hôpital public, dont 7,8 millions pour le côté privé ! Joli cadeau pour un regroupement qui va entraîner la fusion de services qui vont disparaître de l'hôpital et se retrouver, comme c'est bizarre, dans la clinique !

Pendant ce temps, au CHU, la pénurie de moyens et de personnels n'a jamais été aussi grande.

Face à cela, une revendication majeure, commune à tous les personnels de santé et aux usagers : Halte à la marchandisation, Pas un centime pour les intérêts privés ! Oui à un plan d'urgence pour un service public de Santé permettant l'accès de tous aux soins, sur tout le territoire!

I. U.

Logement L'exclusion

Dans le cadre de la Politique de la ville, la Région va contribuer à hauteur de 75 millions d'€ de 2007 à 2013, à des opérations de renouvellement urbain (démolitions - constructions) Décidées par des gouvernements de droite, elles sont souvent appliquées par des collectivités de gauche dans de nombreux quartiers populaires ou banlieues.

Financés essentiellement par les fonds publics, ces plans ont pour but de détruire des HLM et de reconstruire des logements souvent plus petits et plus chers, sous le vocable "logement social", qui se traduit par des augmentations de loyer de 45 à 120 € et le départ de familles les plus modestes sous prétexte de "mixité sociale"

Nous exigeons l'arrêt des démolitions de logements HLM viables et leur réhabilitation, ou le relogement avec loyer identique dans de nouveaux logements par la mise en place d'un service public du logement contrôlé par la population.

Monica Casanova

Anticapitaliste et antiraciste

Contre le racisme et les discriminations

Des droits démocratiques et sociaux égaux pour tous

Le faux débat pourri sur l'identité nationale a certes fait flop, mais Sarkozy ne désarme pas dans sa démagogie. Il fait annoncer par Fillon qu'il se poursuivra. Il provoque et attise le racisme avec le scandaleux projet de loi sur la burqa (lancé par le député PCF Gérin). Quant à Besson (ressemblant de plus en plus à ces "socialistes" des années 1930 comme Marquet, ancien maire de Bordeaux, tellement défenseurs de la nation... qu'ils avaient fini à l'extrême droite), il fait du zèle en annonçant un durcissement contre les sans-papiers.

La droite se sent le vent en poupe sur le terrain réactionnaire, justifiant cette politique raciste et démagogique en s'appuyant sur la fameuse phrase de Rocard de 1990 "La France ne peut accueillir toute la misère du monde"... et aux expulsions menées sous le gouvernement Jospin, sans parler des propos racistes de certains dirigeants PS, exclus comme Frêche, ou bien en cours comme Valls qui trouvant sa ville trop métissée disait à son cameraman : "Tu me mets quelques Blancs, quelques white, quelques blancs.". Quel président de Région PS s'est servi de son mandat pour s'opposer concrètement à cela ?

Nos réponses politiques sont claires. Face à l'État qui divise les salariés en entretenant le racisme, ce dont profite le patronat pour exploiter davantage les populations d'origines étrangères, il faut affirmer l'égalité des droits sociaux et

démocratiques, à commencer par l'égalité des salaires et de l'accès à l'emploi (cela passe par le partage du travail entre tous), le droit de vote à toutes les élections, la régularisation de tous les sans papiers.

Les grèves de travailleurs sans-papiers, les mobilisations contre les expulsions des enfants, les manifestations comme celles des Roms, sont partie intégrante de notre combat anticapitaliste. C'est bien de la défense de nos intérêts qu'il s'agit, ceux des travailleurs de toutes origines, avec ou sans papiers, contre la division raciste orchestrée par les pouvoirs.

François Minvielle



Nous revendiquons et nous militons pour :

- La fin des politiques sécuritaires, discriminatoires et racistes.
- La régularisation de tous les sans-papiers.
- Le droit de vote pour tous les résidents, à toutes les élections.

Contre l'identité nationale, initiatives réussies

A deux reprises, le NPA a agi pour une dénonciation unitaire du débat nauséabond lancé par Besson et Sarkozy.

Le 18 janvier, devant l'Athénée municipal à Bordeaux, où se tenait le dernier "débat" girondin organisé par le préfet... nous étions plus nombreux dehors pour le dénoncer, qu'à l'intérieur, où le préfet s'est retrouvé en compagnie de militants du FN et réactionnaires de tous poils.

Le 4 février, une manifestation à l'initiative des comités jeunes du NPA, avec Sud Etudiants, les MJS et des groupes libertaires, rassemblait près de deux cents personnes pour faire entendre dans Bordeaux que "Notre identité est internationale".

Pour les droits des Roms !

A deux reprises, en février, plus d'une centaine de Roms bulgares et roumains vivant sur la CUB ont manifesté à Bordeaux pour revendiquer des papiers et des conditions de vie dignes.

Selon Procom (membre du Collectif national droits de l'Homme Romeurope), ils sont quatre cents à survivre dans une dizaine de squats et de bidonvilles à Bordeaux et dans les environs, contraints par l'État et ses procédures dissuasives "à la mendicité ou au travail au noir dans le bâtiment pour 30 euros par jour".

Ils dénoncent leur statut de "sous-européens"... bons pour être exploités dans leurs pays avec des salaires de misère par les multinationales comme Renault, mais rejetés par les États riches de l'Ouest. La réponse cynique du préfet a d'ailleurs été une expulsion par charter, nommée "mesure de retour volontaire dans leur pays", pour deux cents d'entre eux.

Pour les Roms, comme pour tous les migrants, la régularisation et la liberté de circulation est une urgence.

150 000 personnes sans le droit de vote en Aquitaine

Aux discriminations à l'emploi, au logement, au mépris social et au racisme, s'ajoute le déni démocratique de l'État qui prive de droit de vote ceux qu'il considère comme "étrangers", 3,5 millions de personnes vivant sur le territoire (près de 150 000 en Aquitaine sur 3,2 millions). Bons pour travailler, payer taxes et impôts... mais pas pour ce droit élémentaire. Et depuis 1981, la gauche s'est toujours dégonflée quand elle pouvait le mettre en place.

Les 20 régions dirigées par elle auraient pu faire un exemple, ne serait-ce qu'en provoquant Sarkozy avec des votes permettant à tous de participer à la vie publique...

Féminisme

8 Mars - Journée internationale des femmes 1910 - 2010 : 100 ans de luttes

On aurait tendance à l'oublier, le 8 mars n'est pas la fête des femmes mais bien une journée de lutte. C'est à Copenhague en août 1910 que l'idée est lancée par la journaliste allemande, Clara Zetkin, lors de la 2^{ème} conférence internationale des femmes socialistes qui réunit des femmes venues de 17 pays différents et se pose dans une perspective révolutionnaire. La date du 8 mars n'est pas encore fixée mais s'ancre bel et bien dans les luttes ouvrières qui agitent l'Europe, au tout début du XX^e siècle et les nombreuses manifestations de femmes réclamant le droit de vote, de meilleures conditions de travail et l'égalité entre les hommes et les

femmes.

Durant les grèves déclenchées en 1857 et 1911 à New York alors que les travailleuses du textile protestaient contre leurs piètres conditions de travail, un événement, en particulier, a marqué fortement : le 25 mars 1911, des ouvrières trouvent la mort dans l'incendie d'une usine de textile à New York. On est à une époque où l'on enferme les salariées pour qu'elles ne sortent pas avant la fin de leur journée de travail ! C'est dans ce contexte d'activisme que naît aux USA le *Woman's day*.

En Europe, le 8 mars 1911, un million de femmes manifestent.

Et dans le calendrier grégorien, le 8 mars

correspond au 23 février 1917, date du calendrier russe, où des travailleuses sont sorties dans les rues pour déclencher une grève générale participant aux premières actions révolutionnaires qui ont inauguré la Révolution Russe...

Une chose est sûre : la journée internationale du 8 mars n'existerait pas sans le féminisme moderne et sa lutte pour les droits des femmes. Elle reste l'occasion d'un bilan sur les droits de la moitié de l'humanité, ici et ailleurs !

KLK

Cette année, le 8 mars c'est aussi le lancement de la 10^{ème} marche mondiale.

Suite au prochain numéro...

Rendez-vous du 8 mars

12h30 - Conférence-débat

"Le féminisme, à quoi ça sert aujourd'hui ?"

Auditorium - Maison des étudiants

Université Michel de Montaigne - Pessac

17h30 - Rassemblement

Parvis Grand Théâtre

20h30 - Conférence - débat

"Les luttes pour les droits des femmes hier et aujourd'hui"

Marche mondiale des femmes / le 8mars a 100 ans / L'IVG, où en est-on ?

Salle Ha 32

32 rue du Commandant Arnoult - Bordeaux

Le voile au NPA

Le NPA présente aux élections régionales dans le Vaucluse, une candidate qui se revendique musulmane et porte le voile.

Cette candidature votée au sein d'un comité local, de fait, engage l'ensemble du NPA.

Elle remet en cause les positions du NPA sur les questions de la laïcité, des religions, du féminisme...

Elle heurte nos convictions féministes et c'est sur ce point que notre commission féminisme a choisi d'exprimer son désaccord.

Au-delà du désaccord politique, nous ressentons un profond malaise. Cette candidature entre en contradiction avec notre engagement militant et des années de luttes contre l'oppression des femmes, aux côtés du mouvement féministe qui, aujourd'hui, dénonce justement ce choix du NPA.

Le voile n'est pas seulement un symbole, il est aussi une manifestation de l'oppression des femmes, l'instrument utilisé par les religions monothéistes (pas seulement les musulmans) pour contrôler leur corps, affirmer le pouvoir de la société

patriarcale sur ce corps, sa sexualité, sa fécondité...

Nous sommes solidaires des femmes qui se battent partout dans le monde, refusent de porter le voile et parfois en meurent...

C'est pour cela qu'on ne peut pas accepter l'argument selon lequel le symbole du voile varie selon la façon dont il est assumé par celle qui le porte. Ce serait un choix individuel, libre, privé. Nous pouvons constater là combien l'individualisme prôné par l'idéologie libérale pénètre nos esprits. Le fonctionnement social ne serait plus qu'une somme de choix individuels censés libres. C'est la négation du principe de l'oppression.

Le fait que des femmes puissent revendiquer le port du voile comme un choix personnel n'enlève rien à son caractère oppressif. Avec le voile, on n'est pas dans le registre de la sphère privée, c'est une question politique qui renvoie à une oppression spécifique des femmes.

Un(e) candidat(e) n'est pas une personne oeuvrant individuellement. Avec le voile, il y a intrusion de la sphère religieuse

dans le parti et la campagne électorale, son message est politique. L'affichage du voile est une insulte directe à toutes les femmes qui luttent contre les oppressions patriarcales et religieuses dont elles sont victimes et à celles qui, tout en étant croyantes, résistent à la pression du voile qu'elles ne veulent pas porter.

Nous sommes solidaires de ces femmes qui résistent et nous luttons ensemble pour notre émancipation et l'égalité pour toutes, partout.

Le voile n'est pas un choix vestimentaire individuel, c'est une question politique qui doit être traitée comme telle. Nos portes paroles et candidats aux élections doivent représenter le NPA, incarner son engagement politique.

La candidature d'une femme portant le voile est-elle une représentation que le NPA souhaite porter ?

Nous disons clairement : NON !

A lire :

Chahdortt DJAVANN, *Bas les voiles !*

" J'ai porté dix ans le voile. C'était le voile ou la mort. Je sais de quoi je parle "

Notre liste, notre campagne

Tout changer, rien lâcher ! en Aquitaine

Pour ces élections régionales 2010, la liste présentée en Aquitaine par le NPA reflète la vitalité interne de notre organisation et est à l'image de notre société, au nom de laquelle tout notre combat prend un sens.

Les candidats qu'elle regroupe sont issus des classes populaires, travailleurs du secteur privé comme des services publics, chômeurs et précaires, militant(e)s engagé(e)s dans les syndicats et les associations...

Vous pouvez retrouver tous les noms sur notre site www.regionales.npa.org ou www.npa33.org.

Réunions publiques

Saint Médard	26 février à 20h	Salle Antonin Larroque, avec Philippe Poutou
Biganos	4 mars à 20h	Salle du Cub House (près du tennis), avec Philippe Poutou
Périgueux	5 mars à 20h30	Salle Grasset L'Odyssée, avec Philippe Poutou
Cenon	5 mars à 20h	Maison des associations, rue 8 mai 45, avec Béatrice Walylo
Bayonne	9 mars à 19H30	Bourse du travail, avec Philippe Poutou
Bergerac	9 mars à 20h30	Maison des Syndicats, avec Sylvain Jousse
Biscarosse	9 mars à 20h	Maison de la foire, avec Daniel Minvielle
Pau	10 mars à 20h30	Complexe de la République salle 501, avec Philippe Poutou

Et le vendredi 12 mars à 20 h
Athénée municipale à Bordeaux,
Meeting régional
en présence de toutes les têtes de liste

Soutenez notre campagne

Pour soutenir notre campagne, vous pouvez soutenir financièrement la liste "**Tout changer, rien lâcher, soutenue par O. Besancenot**" menée par M. Philippe POUTOU (conformément aux dispositions de l'article L. 52-8 du Code électoral.)

Envoyez vos dons par chèque adressés à "**Bruno BAJOU, mandataire financier de Philippe POUTOU**" (déclaré à la préfecture de la Gironde, le 14 janvier 2010)

Les dons ne peuvent être recueillis que par M. Bruno BAJOU, mandataire financier de M. Philippe POUTOU et doivent être envoyés : 25 rue des tourterelles, 33270 Floirac.

Tout don fera l'objet d'un reçu-don ouvrant droit à une réduction d'impôt de 66% de son montant, dans la limite de 20% du revenu imposable.

Les dons ne concernent que les personnes physiques et ne peuvent excéder 4600 euros.

Aucun don d'association, ou de compte professionnel ne peut être accepté sous peine d'invalidation du compte de campagne.

LES TETES DE LISTE



Tête de liste régionale Philippe POUTOU

43 ans

Ouvrier dans l'automobile, militant révolutionnaire depuis 1985, Philippe s'est engagé dans la LCR en 2000, avant de s'impliquer dans la création du NPA depuis 2008. Il travaille actuellement à l'usine First (ex-Ford) de Blanquefort, où il milite en tant que syndicaliste CGT.



Dordogne Sylvain JOUSSE

61 ans

Professeur en lycée professionnel, Sylvain se présente lui-même comme un libre-penseur. Issu du milieu libertaire, il est sympathisant de SUD.



Gironde Béatrice WALYLO

35 ans.

Professeur des écoles, ancienne militante anarcho-syndicaliste à la Confédération Nationale du Travail (CNT, libertaire), Béatrice a rejoint le NPA à sa fondation, en 2008.



Landes Daniel MINVIELLE

62 ans

Enseignant à la retraite, ancien professeur au Lycée de Borda, à Dax, Daniel est militant révolutionnaire (LO, VdT, LCR...) depuis 1968.

Lot-et-Garonne

Ignace GARAY, 59 ans.

Ancien métallo à la fonderie d'acier SADEFA Pont-à-Mousson de Fumel, syndicaliste à la CGT, Ignace est militant révolutionnaire depuis 1972. Ancien rugbyman, pilier et talonneur à Agen et à Fumel, il a co-fondé le Rugby Club Auto-Gestionnaire du CAOULET.



Pyrénées Atlantiques Eric SCHATZ

48 ans

Enseignant en lycée public, militant syndical et écologiste, Eric est un ancien conseiller municipal à Pau sur une liste d'opposition de gauche.

Le 14 mars,
votez pour

**Tout changer,
Rien lâcher !**